

Le Rwanda exposé au risque de nouvelles violences

Alistair Lyon

Reuters, 22 janvier 2007

NEW YORK (Reuters) – Le Rwanda risque de connaître un nouveau cycle de violences interethniques s’il ne poursuit pas en justice ceux qui ont tué des témoins et des survivants du génocide de 1994, a estimé dimanche Human Rights Watch (HRW).

Selon le groupe de défense des droits de l’homme, des dizaines de survivants du génocide et d’autres personnes engagées dans le processus des « *gacacas* » (tribunaux traditionnels), dans le cadre desquels sont jugés ceux qu’on soupçonne d’implication dans le génocide, ont été tués ces dernières années.

En novembre, rapporte HRW, le meurtre d’un survivant du génocide – dont l’oncle est un juge de gacaca – a provoqué des représailles qui se sont soldées par la mort de quatre enfants et de quatre adultes.

« *Les meurtres commis à titre de représailles ont été rares dans le passé, mais si leur fréquence augmente, ils risquent d’ouvrir la voie à un nouveau cycle de violences* », souligne dans un communiqué Alison Des Forges, conseillère pour l’Afrique.

Seize survivants du génocide ont été tués en 2005 et sept en 2006, indique HRW en citant des responsables rwandais. Des groupes de survivants parlent d’une vingtaine de morts par an depuis plusieurs années.

Environ 800.000 Tutsis et Hutus modérés furent massacrés en cent jours de tueries en 1994. Des soldats du gouvernement à dominante hutue de l’époque et les miliciens qui leur étaient alliés ont été accusés d’avoir orchestré le carnage.

Le génocide devait prendre fin avec la prise du pouvoir par les rebelles dirigés par l’actuel président Paul Kagamé, qui entraîna la fuite de plus de deux millions de Hutus.

HRW exprime aussi son inquiétude après la mort en garde à vue de trois suspects qui avaient été arrêtés en liaison avec le meurtre d’un juge de gacaca. Une enquête de police a mis hors de cause les forces de l’ordre, mais trop de questions restent sans réponse selon Human Rights Watch. « *Dans toute société, les morts qui surviennent en garde à vue (...) doivent faire l’objet des examens les plus approfondis* », note Des Forges.

Paul Rusesabagina, gérant d’hôtel qui a inspiré un film à Hollywood pour avoir héroïquement protégé 1.200 réfugiés pendant les massacres, a déclaré la

semaine dernière à Reuters qu'il craignait de nouvelles effusions de sang au Rwanda.

Il a accusé le gouvernement de réunir les conditions d'un autre massacre en punissant les tueurs « *d'un seul côté* » du clivage ethnique rwandais. Le gouvernement a rejeté ces propos en affirmant que Rusesabagina avait perdu le contact avec les réalités.